

TARIF DE L'ABONNEMENT.

Pour douze mois	\$4.00
Pour six mois	2.00
Pour les instituteurs, un an	3.00

PAYABLE D'AVANCE.

LE CANADIEN, journal politique, littéraire, scientifique, commercial, industriel et agricole, est imprimé et publié au n° 91, rue La Montagne, à Québec, et paraît les LUNDI, MERCREDI et VENDREDI de chaque semaine.

Les personnes qui veulent cesser de recevoir ce journal doivent en donner avis à l'administration au moins avant l'expiration du terme de l'abonnement, qui ne peut être modifié que six mois, et payer leurs arriérés, autrement ils seront considérés comme continuant un autre semestre.

LE CANADIEN

NOS INSTITUTIONS, NOTRE LANGUE ET NOS LOIS!

Éditeurs-Propriétaires J. N. DUQUET et Cie., à qui toutes lettres, envois, etc., doivent être adressés franco.

TARIF DES ANNONCES.

Six lignes, première insertion	\$0.50
Chaque insertion subséquente	0.125
Dix lignes et au-dessous, première insertion	0.60
Chaque insertion subséquente	0.17
Pour chaque ligne au-dessus de dix lignes, première insertion	0.08
Chaque insertion subséquente	0.02

Pour les annonces à long terme, les conditions sont beaucoup plus faciles, et une remise spéciale est accordée.

Les annonces déposées au bureau jusqu'à onze heures et demie du jour de la publication paraissent invariablement le même jour.

Naples.

On écrit de Naples, le 6 juin :

Les correspondants du *Sicilo des Débats* et des autres journaux, qui défendent la révolution italienne, ont par conséquent dépeint l'agitation qui s'est emparée ici de tous les partis à la nouvelle des négociations entamées par le gouvernement italien avec le Saint-Siège ; mais ils n'ont pas compris ou n'ont pas voulu en comprendre la cause.

Il voudrait faire croire qu'on voit ici de mauvais œil les négociations qui pourraient consolider le gouvernement temporel. Cette appréciation est au moins erronée. Le parti religieux est bon ; le grand parti conservateur, en un mot, veut la conservation du pouvoir temporel et c'est précisément à cause de cela qu'il a pu y avoir, dans le principe, quelques craintes au sujet des négociations entamées avec le gouvernement de Victor-Emmanuel.

Ceux qui se laisseraient aller à ces inquiétudes ne s'apercevraient pas que c'était faire injure à l'immortel Pie IX, que de penser qu'il pourrait se plier aux exigences de la Révolution.

Le parti unitaire et celui des pionniers, quant à eux, ont aussi, de leur côté, conçu de vives inquiétudes en apprenant l'objet de la mission de M. Vegezzi, parce qu'ils craignent que, cette démarche qui est en opposition avec le programme révolutionnaire, ne soit le signal d'une réaction dont ils redoutent les conséquences, et que Victor-Emmanuel, après avoir fait ce premier pas, ne veuille bientôt s'affranchir de leur tutelle.

On ne saurait mieux donner l'idée de l'état actuel du brigandage, qu'en reproduisant un article du *Corriere salsiniano*, qui résume les faits et gestes des bandes pendant ces quinze derniers jours.

Durant cette courte période, sans parler des meurtres, on a séquestré MM. Visconti di Giffoni, qui se sont rachetés aux 100,000 L. ; M. Bellelli, pour 65,000 ; M. Mignone de Rutino 50,000 ; M. Sperio, 50,000 ; M. Giannastasio, 70,000 L.

Et cela dans la province de Salerne, à quelques milles de Naples, et alors que le pays est sillonné par 8 bataillons de la garde nationale, qui, bien qu'ils ont des carabinières tendis qu'il y a cinq ans un seul bataillon tenait garnison dans le chef-lieu, et qu'il suffisait de quatre gendarmes pour maintenir l'ordre dans chaque arrondissement. Mais qu'est-ce que l'arrestation de quelques individus, en comparaison de la perturbation dont le commerce et l'agriculture se ressentent également ?

Les plans financiers du ministre Sella, absurdes en théorie, ne pouvaient donner en pratique que des résultats en opposition avec les espérances qu'on avait fondées sur eux.

On a élevé le prix des tabacs, des sels, etc., etc., et je puis vous dire que la recette, au lieu d'augmenter en proportion, a de beaucoup diminué.

J'en demande pardon au correspondant des *Débats*, qui s'acharne à soutenir les bons résultats de ces mesures condamnées par tous les économistes sérieux.

Dans le mois de mars, la récolte sur les tabacs a donné quatre cent mille francs de moins qu'en mars 1864 ; et, en tenant compte de l'augmentation des prix, la perte doit être évaluée à six cent mille francs. Beau résultat vraiment !

L'Autriche.

On lit dans l'Union de Paris :

La Prusse et l'Autriche se touchent comme les extrêmes, et l'on ne saurait parler de l'une sans être logiquement amené à parler de l'autre. Ce sont les deux plateaux de la balance germanique. A leurs motifs d'antagonisme actuel viennent s'ajouter les souvenirs de leurs luttes séculaires. L'Autriche représente les intérêts catholiques de l'Allemagne ; la Prusse ses intérêts protestants ; l'Autriche représente les intérêts de l'Allemagne du midi, la Prusse ceux de l'Allemagne du nord ; toutes deux se disputent la direction de la politique germanique, et se partagent cette direction en attendant que l'une d'elles soit assez forte pour l'exercer exclusivement.

Au moment de la révolution de 1848, l'Autriche qui s'était endormie dans une longue paix et un repos plein de sécurité, se réveilla au bruit de l'éruption, effrayée des progrès que les idées et les intérêts démocratiques avaient insensiblement faits dans son sein. Cette révolution fut pour elle, à ce point de vue, une révélation. Mais ses hommes d'Etat parvinrent, à cette époque, à triompher des révoltes par les armes, et commencèrent, à l'aide de la puissance et du prestige attachés à la victoire, une réforme aussi nécessaire que périlleuse.

La campagne de 1859 a été à l'Autriche cette puissance et ce prestige, et, dépourvue par le traité de Zurich, à la suite des batailles de Magenta et de Solferino, de la plus grande partie de ses possessions italiennes, elle a dû continuer chez elle ses tentatives de réforme politique, œuvre difficile pour tout gouvernement vaincu.

Sa première pensée a été de donner aux nationalités diverses dont l'empire autrichien se compose des Diètes nationales chargées de régler les questions personnelles à chacune de ses nationalités, en faisant envoyer par chaque Diète un certain nombre de représentants appelés à siéger dans une commission centrale investie du droit de régler, de concert avec l'empereur, les questions assez générales pour intéresser l'empire autrichien tout entier sans distinction de nationalités.

Cette idée est venue s'exprimer dans la patente du 16 octobre 1862 ; le projet de cette Constitution était de M. Goluchowski. Un programme de cette nature était en harmonie avec l'organisation réelle de l'Autriche. Cet empire, en effet, est une agglomération de races et de nationalités qui trouvent dans l'unité impériale le lien qui les réunit en faisceau. Mais des difficultés de tout genre se sont présentées ; l'autorité impériale, affaiblie par les revers éprouvés en Italie n'a pu serrer assez fortement le nœud, l'idée a échoué.

A lors on a essayé d'établir purement et simplement le gouvernement parlementaire en se fondant sur ce principe admis par les États unitaires, que : chaque député représente la nation. Cela peut être vrai en Angleterre, en France et dans quelques pays où le travail des siècles a fondé toutes les races dans l'unité nationale, mais il était prodigieusement difficile d'appliquer un pareil programme en Autriche, où il y a des Hongrois, des Croates, des Allemands, des Italiens et des Polonais. M. Schmerling, qui était le représentant de cette idée politique, exprimée dans la patente du 13 février 1861, s'est retirée avec la conviction d'avoir échoué.

On vient de voir l'empereur François-Joseph, dans son très récent voyage en Hongrie, chercher une transaction entre les deux systèmes, et s'efforcer de concilier le vœu persistant de la Hongrie de traiter ses propres affaires dans la Diète de Pesth, avec une combinaison qui permettrait à une députation hongroise d'intervenir dans le règlement des affaires générales de l'empire. D'après les renseignements arrivés d'Allemagne, il y a tout lieu de croire qu'un mouvement marqué d'opinion s'est opéré, depuis le voyage de Pesth, dans le sens d'un rapprochement, et que, malgré l'agitation des partis extrêmes, la majorité de la nation magyar, demeurée énergiquement attachée au maintien de l'empire, appuie ce vœu de transaction. Ce serait un coup de partie pour l'empire autrichien enervé au dehors par ses dissensions intérieures.

En attendant, jusqu'au moment où l'on sera parvenu à résoudre ce problème, l'Autriche, toujours à la recherche du moyen de faire intervenir les régimes dans le vote de l'impôt, et des lois, en un mot dans la politique, sans que cette intervention mette le pouvoir central dans l'impuissance de gouverner, se sentira empêchée au dehors. Par cela même qu'elle a

la conscience de ne pas avoir la disponibilité de ses forces, elle penchera pour la politique du *status quo*, et cherchera à enrayer les questions européennes, faute de pouvoir exercer sur ces questions l'influence qui appartient à une grande puissance.

En Allemagne, l'antagonisme de l'Autriche avec la Prusse continue, tantôt à l'état latent, tantôt d'une manière plus ouverte. Sans doute il y a des circonstances où cet antagonisme se trouve suspendu par la solidarité des intérêts des deux puissances dans les questions spéciales. Ainsi, quand la question des Duchés dano-allemands s'est ouverte, on a vu les cabinets de Vienne et de Berlin obligés de céder aux aspirations de toute l'Allemagne, marcher de concert vers le but que les Allemands désiraient passionnément atteindre. Mais le succès une fois obtenu, les divergences reparaissent. Tandis que la Prusse veut tirer parti de sa victoire contre le Danemark pour s'agrandir sur le Continent et se fortifier sur la mer, l'Autriche ne réussit point à cacher le mécontentement avec lequel elle verrait sa voisine, son ancienne et perpétuelle rivale, prendre des accroissements qui n'apporteraient aucune compensation aux intérêts autrichiens. Elle discute, elle cherche des attermoiements ; elle a même des velléités de résistance ; mais que faire ?

Mettre ouvertement le veto aux prétentions de la Prusse ? L'Autriche se demande si ce serait là une politique bien sûre. Elle est ainsi amenée à examiner sérieusement sa situation au dehors.

Quoi doit-elle craindre ? Sur qui peut-elle compter ? Tout se réduit à ces deux questions.

Elle a, elle le sait, un ennemi naturel dans le nouveau royaume d'Italie, qui la menace et se croit menacé par elle. La question de Venise et celle du Quadrilatère sont une pierre d'achoppement entre la politique autrichienne et la politique italienne. Celle-ci veut prendre ce que la première veut garder, il y a donc un moyen de s'entendre.

Sans savoir quel est le jour où s'engagera le conflit, l'Autriche ne doute pas que ce jour arrivera ; et elle se demande avec anxiété ce que, ce jour-là, fera la France. Laissera-t-elle l'Italie venir à sa querelle ? La laissera-t-elle seule en face de l'Autriche ? Le cabinet de Vienne ne l'espère pas. Il croit que de même que l'Italie sera fatalement amenée à attaquer un jour l'Autriche, le cabinet des Prussiens sera fatalement conduit à la soutenir dans la seconde pour ne pas laisser détruire l'œuvre de Magenta et de Solferino. Elle se souvient que, peu de temps avant la signature des préliminaires de Villafranca, la résolution de poursuivre la guerre jusqu'à la réduction des places du quadrilatère et la conquête de la Vénétie paraissait arrêtée, et elle soupçonne que cette résolution ne fut modifiée que par l'émotion que montra l'Allemagne en voyant la guerre approcher du territoire germanique.

Elle se demande si, le cas échéant, on ne céderait pas à la tentation d'achever dans une seconde étape ce qu'on a commencé dans la première. Elle se demande toujours en effet, le regard attaché sur l'horizon, étudiant tous les signes, et elle s'aperçoit que le système de nature à la rassurer. Jusque dans la discussion de l'adresse de la chambre des députés, au voyage de Pesth, dans le sens d'un rapprochement, et que, malgré l'agitation des partis extrêmes, la majorité de la nation magyar, demeurée énergiquement attachée au maintien de l'empire, appuie ce vœu de transaction. Ce serait un coup de partie pour l'empire autrichien enervé au dehors par ses dissensions intérieures.

En attendant, jusqu'au moment où l'on sera parvenu à résoudre ce problème, l'Autriche, toujours à la recherche du moyen de faire intervenir les régimes dans le vote de l'impôt, et des lois, en un mot dans la politique, sans que cette intervention mette le pouvoir central dans l'impuissance de gouverner, se sentira empêchée au dehors. Par cela même qu'elle a

la conscience de ne pas avoir la disponibilité de ses forces, elle penchera pour la politique du *status quo*, et cherchera à enrayer les questions européennes, faute de pouvoir exercer sur ces questions l'influence qui appartient à une grande puissance.

En Allemagne, l'antagonisme de l'Autriche avec la Prusse continue, tantôt à l'état latent, tantôt d'une manière plus ouverte. Sans doute il y a des circonstances où cet antagonisme se trouve suspendu par la solidarité des intérêts des deux puissances dans les questions spéciales. Ainsi, quand la question des Duchés dano-allemands s'est ouverte, on a vu les cabinets de Vienne et de Berlin obligés de céder aux aspirations de toute l'Allemagne, marcher de concert vers le but que les Allemands désiraient passionnément atteindre. Mais le succès une fois obtenu, les divergences reparaissent. Tandis que la Prusse veut tirer parti de sa victoire contre le Danemark pour s'agrandir sur le Continent et se fortifier sur la mer, l'Autriche ne réussit point à cacher le mécontentement avec lequel elle verrait sa voisine, son ancienne et perpétuelle rivale, prendre des accroissements qui n'apporteraient aucune compensation aux intérêts autrichiens. Elle discute, elle cherche des attermoiements ; elle a même des velléités de résistance ; mais que faire ?

Mettre ouvertement le veto aux prétentions de la Prusse ? L'Autriche se demande si ce serait là une politique bien sûre. Elle est ainsi amenée à examiner sérieusement sa situation au dehors.

Quoi doit-elle craindre ? Sur qui peut-elle compter ? Tout se réduit à ces deux questions.

Elle a, elle le sait, un ennemi naturel dans le nouveau royaume d'Italie, qui la menace et se croit menacé par elle. La question de Venise et celle du Quadrilatère sont une pierre d'achoppement entre la politique autrichienne et la politique italienne. Celle-ci veut prendre ce que la première veut garder, il y a donc un moyen de s'entendre.

Sans savoir quel est le jour où s'engagera le conflit, l'Autriche ne doute pas que ce jour arrivera ; et elle se demande avec anxiété ce que, ce jour-là, fera la France. Laissera-t-elle l'Italie venir à sa querelle ? La laissera-t-elle seule en face de l'Autriche ? Le cabinet de Vienne ne l'espère pas. Il croit que de même que l'Italie sera fatalement amenée à attaquer un jour l'Autriche, le cabinet des Prussiens sera fatalement conduit à la soutenir dans la seconde pour ne pas laisser détruire l'œuvre de Magenta et de Solferino. Elle se souvient que, peu de temps avant la signature des préliminaires de Villafranca, la résolution de poursuivre la guerre jusqu'à la réduction des places du quadrilatère et la conquête de la Vénétie paraissait arrêtée, et elle soupçonne que cette résolution ne fut modifiée que par l'émotion que montra l'Allemagne en voyant la guerre approcher du territoire germanique.

Elle se demande si, le cas échéant, on ne céderait pas à la tentation d'achever dans une seconde étape ce qu'on a commencé dans la première. Elle se demande toujours en effet, le regard attaché sur l'horizon, étudiant tous les signes, et elle s'aperçoit que le système de nature à la rassurer. Jusque dans la discussion de l'adresse de la chambre des députés, au voyage de Pesth, dans le sens d'un rapprochement, et que, malgré l'agitation des partis extrêmes, la majorité de la nation magyar, demeurée énergiquement attachée au maintien de l'empire, appuie ce vœu de transaction. Ce serait un coup de partie pour l'empire autrichien enervé au dehors par ses dissensions intérieures.

En attendant, jusqu'au moment où l'on sera parvenu à résoudre ce problème, l'Autriche, toujours à la recherche du moyen de faire intervenir les régimes dans le vote de l'impôt, et des lois, en un mot dans la politique, sans que cette intervention mette le pouvoir central dans l'impuissance de gouverner, se sentira empêchée au dehors. Par cela même qu'elle a

la conscience de ne pas avoir la disponibilité de ses forces, elle penchera pour la politique du *status quo*, et cherchera à enrayer les questions européennes, faute de pouvoir exercer sur ces questions l'influence qui appartient à une grande puissance.

En Allemagne, l'antagonisme de l'Autriche avec la Prusse continue, tantôt à l'état latent, tantôt d'une manière plus ouverte. Sans doute il y a des circonstances où cet antagonisme se trouve suspendu par la solidarité des intérêts des deux puissances dans les questions spéciales. Ainsi, quand la question des Duchés dano-allemands s'est ouverte, on a vu les cabinets de Vienne et de Berlin obligés de céder aux aspirations de toute l'Allemagne, marcher de concert vers le but que les Allemands désiraient passionnément atteindre. Mais le succès une fois obtenu, les divergences reparaissent. Tandis que la Prusse veut tirer parti de sa victoire contre le Danemark pour s'agrandir sur le Continent et se fortifier sur la mer, l'Autriche ne réussit point à cacher le mécontentement avec lequel elle verrait sa voisine, son ancienne et perpétuelle rivale, prendre des accroissements qui n'apporteraient aucune compensation aux intérêts autrichiens. Elle discute, elle cherche des attermoiements ; elle a même des velléités de résistance ; mais que faire ?

la conscience de ne pas avoir la disponibilité de ses forces, elle penchera pour la politique du *status quo*, et cherchera à enrayer les questions européennes, faute de pouvoir exercer sur ces questions l'influence qui appartient à une grande puissance.

En Allemagne, l'antagonisme de l'Autriche avec la Prusse continue, tantôt à l'état latent, tantôt d'une manière plus ouverte. Sans doute il y a des circonstances où cet antagonisme se trouve suspendu par la solidarité des intérêts des deux puissances dans les questions spéciales. Ainsi, quand la question des Duchés dano-allemands s'est ouverte, on a vu les cabinets de Vienne et de Berlin obligés de céder aux aspirations de toute l'Allemagne, marcher de concert vers le but que les Allemands désiraient passionnément atteindre. Mais le succès une fois obtenu, les divergences reparaissent. Tandis que la Prusse veut tirer parti de sa victoire contre le Danemark pour s'agrandir sur le Continent et se fortifier sur la mer, l'Autriche ne réussit point à cacher le mécontentement avec lequel elle verrait sa voisine, son ancienne et perpétuelle rivale, prendre des accroissements qui n'apporteraient aucune compensation aux intérêts autrichiens. Elle discute, elle cherche des attermoiements ; elle a même des velléités de résistance ; mais que faire ?

Mettre ouvertement le veto aux prétentions de la Prusse ? L'Autriche se demande si ce serait là une politique bien sûre. Elle est ainsi amenée à examiner sérieusement sa situation au dehors.

Quoi doit-elle craindre ? Sur qui peut-elle compter ? Tout se réduit à ces deux questions.

Elle a, elle le sait, un ennemi naturel dans le nouveau royaume d'Italie, qui la menace et se croit menacé par elle. La question de Venise et celle du Quadrilatère sont une pierre d'achoppement entre la politique autrichienne et la politique italienne. Celle-ci veut prendre ce que la première veut garder, il y a donc un moyen de s'entendre.

Sans savoir quel est le jour où s'engagera le conflit, l'Autriche ne doute pas que ce jour arrivera ; et elle se demande avec anxiété ce que, ce jour-là, fera la France. Laissera-t-elle l'Italie venir à sa querelle ? La laissera-t-elle seule en face de l'Autriche ? Le cabinet de Vienne ne l'espère pas. Il croit que de même que l'Italie sera fatalement amenée à attaquer un jour l'Autriche, le cabinet des Prussiens sera fatalement conduit à la soutenir dans la seconde pour ne pas laisser détruire l'œuvre de Magenta et de Solferino. Elle se souvient que, peu de temps avant la signature des préliminaires de Villafranca, la résolution de poursuivre la guerre jusqu'à la réduction des places du quadrilatère et la conquête de la Vénétie paraissait arrêtée, et elle soupçonne que cette résolution ne fut modifiée que par l'émotion que montra l'Allemagne en voyant la guerre approcher du territoire germanique.

Elle se demande si, le cas échéant, on ne céderait pas à la tentation d'achever dans une seconde étape ce qu'on a commencé dans la première. Elle se demande toujours en effet, le regard attaché sur l'horizon, étudiant tous les signes, et elle s'aperçoit que le système de nature à la rassurer. Jusque dans la discussion de l'adresse de la chambre des députés, au voyage de Pesth, dans le sens d'un rapprochement, et que, malgré l'agitation des partis extrêmes, la majorité de la nation magyar, demeurée énergiquement attachée au maintien de l'empire, appuie ce vœu de transaction. Ce serait un coup de partie pour l'empire autrichien enervé au dehors par ses dissensions intérieures.

En attendant, jusqu'au moment où l'on sera parvenu à résoudre ce problème, l'Autriche, toujours à la recherche du moyen de faire intervenir les régimes dans le vote de l'impôt, et des lois, en un mot dans la politique, sans que cette intervention mette le pouvoir central dans l'impuissance de gouverner, se sentira empêchée au dehors. Par cela même qu'elle a

la conscience de ne pas avoir la disponibilité de ses forces, elle penchera pour la politique du *status quo*, et cherchera à enrayer les questions européennes, faute de pouvoir exercer sur ces questions l'influence qui appartient à une grande puissance.

En Allemagne, l'antagonisme de l'Autriche avec la Prusse continue, tantôt à l'état latent, tantôt d'une manière plus ouverte. Sans doute il y a des circonstances où cet antagonisme se trouve suspendu par la solidarité des intérêts des deux puissances dans les questions spéciales. Ainsi, quand la question des Duchés dano-allemands s'est ouverte, on a vu les cabinets de Vienne et de Berlin obligés de céder aux aspirations de toute l'Allemagne, marcher de concert vers le but que les Allemands désiraient passionnément atteindre. Mais le succès une fois obtenu, les divergences reparaissent. Tandis que la Prusse veut tirer parti de sa victoire contre le Danemark pour s'agrandir sur le Continent et se fortifier sur la mer, l'Autriche ne réussit point à cacher le mécontentement avec lequel elle verrait sa voisine, son ancienne et perpétuelle rivale, prendre des accroissements qui n'apporteraient aucune compensation aux intérêts autrichiens. Elle discute, elle cherche des attermoiements ; elle a même des velléités de résistance ; mais que faire ?

Mettre ouvertement le veto aux prétentions de la Prusse ? L'Autriche se demande si ce serait là une politique bien sûre. Elle est ainsi amenée à examiner sérieusement sa situation au dehors.

Quoi doit-elle craindre ? Sur qui peut-elle compter ? Tout se réduit à ces deux questions.

Elle a, elle le sait, un ennemi naturel dans le nouveau royaume d'Italie, qui la menace et se croit menacé par elle. La question de Venise et celle du Quadrilatère sont une pierre d'achoppement entre la politique autrichienne et la politique italienne. Celle-ci veut prendre ce que la première veut garder, il y a donc un moyen de s'entendre.

Sans savoir quel est le jour où s'engagera le conflit, l'Autriche ne doute pas que ce jour arrivera ; et elle se demande avec anxiété ce que, ce jour-là, fera la France. Laissera-t-elle l'Italie venir à sa querelle ? La laissera-t-elle seule en face de l'Autriche ? Le cabinet de Vienne ne l'espère pas. Il croit que de même que l'Italie sera fatalement amenée à attaquer un jour l'Autriche, le cabinet des Prussiens sera fatalement conduit à la soutenir dans la seconde pour ne pas laisser détruire l'œuvre de Magenta et de Solferino. Elle se souvient que, peu de temps avant la signature des préliminaires de Villafranca, la résolution de poursuivre la guerre jusqu'à la réduction des places du quadrilatère et la conquête de la Vénétie paraissait arrêtée, et elle soupçonne que cette résolution ne fut modifiée que par l'émotion que montra l'Allemagne en voyant la guerre approcher du territoire germanique.

Elle se demande si, le cas échéant, on ne céderait pas à la tentation d'achever dans une seconde étape ce qu'on a commencé dans la première. Elle se demande toujours en effet, le regard attaché sur l'horizon, étudiant tous les signes, et elle s'aperçoit que le système de nature à la rassurer. Jusque dans la discussion de l'adresse de la chambre des députés, au voyage de Pesth, dans le sens d'un rapprochement, et que, malgré l'agitation des partis extrêmes, la majorité de la nation magyar, demeurée énergiquement attachée au maintien de l'empire, appuie ce vœu de transaction. Ce serait un coup de partie pour l'empire autrichien enervé au dehors par ses dissensions intérieures.

En attendant, jusqu'au moment où l'on sera parvenu à résoudre ce problème, l'Autriche, toujours à la recherche du moyen de faire intervenir les régimes dans le vote de l'impôt, et des lois, en un mot dans la politique, sans que cette intervention mette le pouvoir central dans l'impuissance de gouverner, se sentira empêchée au dehors. Par cela même qu'elle a

la conscience de ne pas avoir la disponibilité de ses forces, elle penchera pour la politique du *status quo*, et cherchera à enrayer les questions européennes, faute de pouvoir exercer sur ces questions l'influence qui appartient à une grande puissance.

En Allemagne, l'antagonisme de l'Autriche avec la Prusse continue, tantôt à l'état latent, tantôt d'une manière plus ouverte. Sans doute il y a des circonstances où cet antagonisme se trouve suspendu par la solidarité des intérêts des deux puissances dans les questions spéciales. Ainsi, quand la question des Duchés dano-allemands s'est ouverte, on a vu les cabinets de Vienne et de Berlin obligés de céder aux aspirations de toute l'Allemagne, marcher de concert vers le but que les Allemands désiraient passionnément atteindre. Mais le succès une fois obtenu, les divergences reparaissent. Tandis que la Prusse veut tirer parti de sa victoire contre le Danemark pour s'agrandir sur le Continent et se fortifier sur la mer, l'Autriche ne réussit point à cacher le mécontentement avec lequel elle verrait sa voisine, son ancienne et perpétuelle rivale, prendre des accroissements qui n'apporteraient aucune compensation aux intérêts autrichiens. Elle discute, elle cherche des attermoiements ; elle a même des velléités de résistance ; mais que faire ?

la conscience de ne pas avoir la disponibilité de ses forces, elle penchera pour la politique du *status quo*, et cherchera à enrayer les questions européennes, faute de pouvoir exercer sur ces questions l'influence qui appartient à une grande puissance.

En Allemagne, l'antagonisme de l'Autriche avec la Prusse continue, tantôt à l'état latent, tantôt d'une manière plus ouverte. Sans doute il y a des circonstances où cet antagonisme se trouve suspendu par la solidarité des intérêts des deux puissances dans les questions spéciales. Ainsi, quand la question des Duchés dano-allemands s'est ouverte, on a vu les cabinets de Vienne et de Berlin obligés de céder aux aspirations de toute l'Allemagne, marcher de concert vers le but que les Allemands désiraient passionnément atteindre. Mais le succès une fois obtenu, les divergences reparaissent. Tandis que la Prusse veut tirer parti de sa victoire contre le Danemark pour s'agrandir sur le Continent et se fortifier sur la mer, l'Autriche ne réussit point à cacher le mécontentement avec lequel elle verrait sa voisine, son ancienne et perpétuelle rivale, prendre des accroissements qui n'apporteraient aucune compensation aux intérêts autrichiens. Elle discute, elle cherche des attermoiements ; elle a même des velléités de résistance ; mais que faire ?

Mettre ouvertement le veto aux prétentions de la Prusse ? L'Autriche se demande si ce serait là une politique bien sûre. Elle est ainsi amenée à examiner sérieusement sa situation au dehors.

Quoi doit-elle craindre ? Sur qui peut-elle compter ? Tout se réduit à ces deux questions.

Elle a, elle le sait, un ennemi naturel dans le nouveau royaume d'Italie, qui la menace et se croit menacé par elle. La question de Venise et celle du Quadrilatère sont une pierre d'achoppement entre la politique autrichienne et la politique italienne. Celle-ci veut prendre ce que la première veut garder, il y a donc un moyen de s'entendre.

Sans savoir quel est le jour où s'engagera le conflit, l'Autriche ne doute pas que ce jour arrivera ; et elle se demande avec anxiété ce que, ce jour-là, fera la France. Laissera-t-elle l'Italie venir à sa querelle ? La laissera-t-elle seule en face de l'Autriche ? Le cabinet de Vienne ne l'espère pas. Il croit que de même que l'Italie sera fatalement amenée à attaquer un jour l'Autriche, le cabinet des Prussiens sera fatalement conduit à la soutenir dans la seconde pour ne pas laisser détruire l'œuvre de Magenta et de Solferino. Elle se souvient que, peu de temps avant la signature des préliminaires de Villafranca, la résolution de poursuivre la guerre jusqu'à la réduction des places du quadrilatère et la conquête de la Vénétie paraissait arrêtée, et elle soupçonne que cette résolution ne fut modifiée que par l'émotion que montra l'Allemagne en voyant la guerre approcher du territoire germanique.

Elle se demande si, le cas échéant, on ne céderait pas à la tentation d'achever dans une seconde étape ce qu'on a commencé dans la première. Elle se demande toujours en effet, le regard attaché sur l'horizon, étudiant tous les signes, et elle s'aperçoit que le système de nature à la rassurer. Jusque dans la discussion de l'adresse de la chambre des députés, au voyage de Pesth, dans le sens d'un rapprochement, et que, malgré l'agitation des partis extrêmes, la majorité de la nation magyar, demeurée énergiquement attachée au maintien de l'empire, appuie ce vœu de transaction. Ce serait un coup de partie pour l'empire autrichien enervé au dehors par ses dissensions intérieures.

En attendant, jusqu'au moment où l'on sera parvenu à résoudre ce problème, l'Autriche, toujours à la recherche du moyen de faire intervenir les régimes dans le vote de l'impôt, et des lois, en un mot dans la politique, sans que cette intervention mette le pouvoir central dans l'impuissance de gouverner, se sentira empêchée au dehors. Par cela même qu'elle a

la conscience de ne pas avoir la disponibilité de ses forces, elle penchera pour la politique du *status quo*, et cherchera à enrayer les questions européennes, faute de pouvoir exercer sur ces questions l'influence qui appartient à une grande puissance.

En Allemagne, l'antagonisme de l'Autriche avec la Prusse continue, tantôt à l'état latent, tantôt d'une manière plus ouverte. Sans doute il y a des circonstances où cet antagonisme se trouve suspendu par la solidarité des intérêts des deux puissances dans les questions spéciales. Ainsi, quand la question des Duchés dano-allemands s'est ouverte, on a vu les cabinets de Vienne et de Berlin obligés de céder aux aspirations de toute l'Allemagne, marcher de concert vers le but que les Allemands désiraient passionnément atteindre. Mais le succès une fois obtenu, les divergences reparaissent. Tandis que la Prusse veut tirer parti de sa victoire contre le Danemark pour s'agrandir sur le Continent et se fortifier sur la mer, l'Autriche ne réussit point à cacher le mécontentement avec lequel elle verrait sa voisine, son ancienne et perpétuelle rivale, prendre des accroissements qui n'apporteraient aucune compensation aux intérêts autrichiens. Elle discute, elle cherche des attermoiements ; elle a même des velléités de résistance ; mais que faire ?

Mettre ouvertement le veto aux prétentions de la Prusse ? L'Autriche se demande si ce serait là une politique bien sûre. Elle est ainsi amenée à examiner sérieusement sa situation au dehors.

Quoi doit-elle craindre ? Sur qui peut-elle compter ? Tout se réduit à ces deux questions.

Elle a, elle le sait, un ennemi naturel dans le nouveau royaume d'Italie, qui la menace et se croit menacé par elle. La question de Venise et celle du Quadrilatère sont une pierre d'achoppement entre la politique autrichienne et la politique italienne. Celle-ci veut prendre ce que la première veut garder, il y a donc un moyen de s'entendre.

Sans savoir quel est le jour où s'engagera le conflit, l'Autriche ne doute pas que ce jour arrivera ; et elle se demande avec anxiété ce que, ce jour-là, fera la France. Laissera-t-elle l'Italie venir à sa querelle ? La laissera-t-elle seule en face de l'Autriche ? Le cabinet de Vienne ne l'espère pas. Il croit que de même que l'Italie sera fatalement amenée à attaquer un jour l'Autriche, le cabinet des Prussiens sera fatalement conduit à la soutenir dans la seconde pour ne pas laisser détruire l'œuvre de Magenta et de Solferino. Elle se souvient que, peu de temps avant la signature des préliminaires de Villafranca, la résolution de poursuivre la guerre jusqu'à la réduction des places du quadrilatère et la conquête de la Vénétie paraissait arrêtée, et elle soupçonne que cette résolution ne fut modifiée que par l'émotion que montra l'Allemagne en voyant la guerre approcher du territoire germanique.

Elle se demande si, le cas échéant, on ne céderait pas à la tentation d'achever dans une seconde étape ce qu'on a commencé dans la première. Elle se demande toujours en effet, le regard attaché sur l'horizon, étudiant tous les signes, et elle s'aperçoit que le système de nature à la rassurer. Jusque dans la discussion de l'adresse de la chambre des députés, au voyage de Pesth, dans le sens d'un rapprochement, et que, malgré l'agitation des partis extrêmes, la majorité de la nation magyar, demeurée énergiquement attachée au maintien de l'empire, appuie ce vœu de transaction. Ce serait un coup de partie pour l'empire autrichien enervé au dehors par ses dissensions intérieures.

En attendant, jusqu'au moment où l'on sera parvenu à résoudre ce problème, l'Autriche, toujours à la recherche du moyen de faire intervenir les régimes dans le vote de l'impôt, et des lois, en un mot dans la politique, sans que cette intervention mette le pouvoir central dans l'impuissance de gouverner, se sentira empêchée au dehors. Par cela même qu'elle a

la conscience de ne pas avoir la disponibilité de ses forces, elle penchera pour la politique du *status quo*, et cherchera à enrayer les questions européennes, faute de pouvoir exercer sur ces questions l'influence qui appartient à une grande puissance.

En Allemagne, l'antagonisme de l'Autriche avec la Prusse continue, tantôt à l'état latent, tantôt d'une manière plus ouverte. Sans doute il y a des circonstances où cet antagonisme se trouve suspendu par la solidarité des intérêts des deux puissances dans les questions spéciales. Ainsi, quand la question des Duchés dano-allemands s'est ouverte, on a vu les cabinets de Vienne et de Berlin obligés de céder aux aspirations de toute l'Allemagne, marcher de concert vers le but que les Allemands désiraient passionnément atteindre. Mais le succès une fois obtenu, les divergences reparaissent. Tandis que la Prusse veut tirer parti de sa victoire contre le Danemark pour s'agrandir sur le Continent et se fortifier sur la mer, l'Autriche ne réussit point à cacher le mécontentement avec lequel elle verrait sa voisine, son ancienne et perpétuelle rivale, prendre des accroissements qui n'apporteraient aucune compensation aux intérêts autrichiens. Elle discute, elle cherche des attermoiements ; elle a même des velléités de résistance ; mais que faire ?

la conscience de ne

